

TIPASA

# Une entreprise locale privée crie à l'injustice

**Des dirigeants de l'entreprise STPS, spécialisée dans les travaux publics et travaux routiers, sise à Koléa et employant plus de 120 travailleurs, ont saisi notre rédaction pour dénoncer ce qu'ils qualifient «d'abus administratifs dont l'entreprise est victime».**

Dans la requête et le dossier volumineux qui nous ont été remis par cette entreprise, il est fait état d'un «abus d'interprétation d'un contrat et d'une situation par l'administration des mines de la wilaya de Tipasa et par l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM), ayant entraîné la fermeture abusive d'une entreprise d'exploitation minière employant 120 pères de famille».

M. Salah A., gérant de cette entreprise, nous précise cette situation : «C'est en bonne et due forme qu'on avait acquis un titre minier d'exploration et ensuite un titre minier d'exploitation le 21 octobre 2008. Dès l'obtention de ce titre minier, notre entreprise a procédé à un énorme investisse-

ment de plus de 15 milliards de centimes et au recrutement de 120 travailleurs de la région.» Il explique les raisons ayant provoqué la fermeture de sa société : «Dans un souci de promouvoir la qualité des agrégats et produits finis, nous avons convenu de signer un accord de partenariat avec une société minière chinoise de droit algérien, la CT.TSCT, spécialisée dans les procédés modernes d'extraction et de concassage des agrégats avec laquelle notre société travaillera en bénéficiant de son savoir-faire et de sa technicité.

Malgré le fait que ce contrat ne soit pas opérationnel, l'ANPM nous mis en demeure de cesser toute activité minière découlant

de ce contrat, du fait qu'il soit interprété comme étant un contrat d'amodiation et, partant, nous mettant en situation d'infraction. Ce contrat de partenariat n'est ni une cession de nos droits miniers ni une location à une tierce personne. Il est assimilé abusivement à un contrat d'amodiation par l'ANPM.»

C'est à ce titre que cette entreprise minière algérienne a réagi auprès de l'ANPM le 4 septembre 2011 en précisant qu'«il n'y a pas eu cession de ses droits miniers et qu'il s'agit d'un projet de contrat de partenariat, qui ne saurait être assimilé à un contrat d'amodiation». Le gérant de cette société estime que «l'ANPM a interprété abusivement ce contrat de partenariat en l'assimilant aux dispositions de l'article 29 du décret 02/65 du 06/02/2002.

Car il n'y a eu ni concession ni location de la mine. Plus grave est la décision sans préavis, ni

notification de la direction de l'environnement de la wilaya de Tipasa, qui décide unilatéralement de la fermeture totale de l'entreprise minière et, partant, le licenciement des 120 travailleurs qui y exercent en méprisant leur devenir».

En marge de cette requête introduite auprès de l'ANPM et du wali de Tipasa en vue de réviser cette décision de fermeture de cette entreprise, c'est au tour du député de l'APN, le Docteur Khendek, d'interpeller le ministre de l'Energie et des Mines, en date du 12 décembre 2011.

Dans une copie du document qu'il nous a fait parvenir, le D' Khendek qualifie cette entreprise minière comme étant «victime d'un abus administratif de la part des autorités de la wilaya de Tipasa ayant entraîné la fermeture d'une carrière de calcaire». Plus loin, le D' Khendek interpelle le ministre en précisant que

«l'ANPM dans sa notification a demandé la cessation de toute activité découlant du contrat de partenariat et non la fermeture totale de la carrière, opérationnel le bien avant ce contrat de partenariat». Le député s'insurge en précisant : «L'abus est encore constaté, puisque la commission de contrôle des établissements classés a agi en violation des articles 23 et 24 du décret 06/198 qui précise la réglementation des établissements classés. L'administration de la wilaya de Tipasa se dédit et se rétracte en décidant a posteriori de la fermeture unilatérale d'une activité ayant nécessité des investissements colossaux.

Cette décision est en contradiction avec la politique de l'Etat en matière de promotion de l'investissement économique local et de la création de l'emploi.»

Larbi Houari

## LE PROJET A ÉTÉ LANCÉ AU DÉBUT DES ANNÉES 1980

# Blida aura sa maison de la culture à la fin 2012

**Les travaux d'achèvement de la maison de la culture de Blida ont repris ces derniers jours et le projet sera livré, avons-nous appris auprès de Mohamed Ouchene, wali de Blida, d'ici la fin de l'année 1012.**

C'est la Direction du logement et des équipements publics de Blida, Dlep, qui a pris en main la réalisation de ce méga-projet qui comporte, précise-t-on, plusieurs infrastructures culturelles dont une salle de spectacle, un musée et des salles de musique et de répétitions théâtrales.

Selon le wali, qui a été l'invité du forum de l'association des journalistes de Blida, les tra-

vaux n'ont pu être achevés en raison de plusieurs carences architecturales. L'aspect antisismique n'a pas été pris en compte lors de l'étude de cette réalisation étant donné que le projet a démarré au début des années 1980. «Il fallait donc revoir l'étude et la concevoir selon les normes actuelles de construction», dira Mohamed Ouchene.

Aussi, cette maison de la culture de Blida présentait une anomalie flagrante puisque, selon la conception du plan, il fallait passer par l'actuel centre commercial pour y accéder car des kiosques ont été érigés devant l'entrée et leur déplacement présentait des difficultés réelles. C'est après plusieurs négociations que les propriétaires, dira le wali de

Blida, ont accepté un arrangement à l'amiable. Par ailleurs, Blida bénéficiera d'un palais des congrès qui sera implanté sur le terrain de la cité Bécourt, en plein centre-ville.

Avec une forme architecturale moderne, ce projet donnera à la ville des Roses l'aspect d'une cité d'art et de culture au sens noble du terme.

Car devenue un centre-dortoir avec les cités qui s'érigent à longueur d'année et dont les acquéreurs ne sont pas forcément issus de cette ville, Blida tend à perdre sa culture intrinsèque notamment avec la ruralisation qui bat son plein et que la décennie noire avait imposée infailliblement.

M. B.

## AÏN DEFLA

# Découverte de deux squelettes humains à Ben Allal

**Mardi dernier, les ouvriers d'un chantier qui effectuaient des travaux sur la route, à un km environ avant d'arriver à Ben Allal, à Miliana, ont découvert des ossements humains enfouis dans la chaussée. Les autorités locales ont alors avisé les services concernés.**

Le lendemain mercredi, en présence des éléments de la brigade de la Gendarmerie de Miliana, deux autres squelettes ont été exhumés. Selon les premières constatations, l'un des deux squelettes serait celui d'une personne

adulte tandis que le deuxième serait celui d'une personne jeune.

Les ossements semblent ceux de deux personnes enterrées sans sépultures du temps de la présence des troupes de l'Emir Abdelkader, rattachées à sa garni-

son de Miliana ; Ben Allal étant un officier de l'armée de l'Emir, originaire de Koléa qui a été décapité par la soldatesque coloniale, sa tête a été remise à sa mère avant d'être enterrée dans le cimetière local de la Mitidja. Par ailleurs, selon les services de l'Organisation des anciens moudjahidines, aucun fait militaire durant la Révolution n'avait été signalé à cet endroit précis. Les

éléments de la Protection civile ont ensuite déposé les deux squelettes à la morgue de l'hôpital Farès-Yahia.

On indique que les deux squelettes ont été confiés aux laboratoires scientifiques spécialisés pour une datation précise. L'enquête qui a été ouverte pourrait apporter des éléments d'identification.

Karim O.

## ANNABA

# Arrestation de six malfaiteurs dont une fille

**Les éléments du sixième arrondissement de la sûreté de la wilaya d'Annaba ont mis fin mercredi dernier aux agissements néfastes d'une bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol par effraction et même avec violence d'appartements de la cité résidentielle de Kouba.**

Cette bande qui agit de nuit est composée de six individus dont une jeune fille âgée de 19 ans.

Ces malfaiteurs choisissaient leurs cibles, (en général des maisons occupées par des couples seuls et d'un âge assez avancé), pour commettre leurs forfaits.

Ainsi, trois d'entre eux ont été épinglés moins de 24 heures après leur dernier casse d'un appartement de la cité sus-indiquée.

Après s'être introduits par effraction dans cet appartement, ils ont usé de la violence contre les occupants pour s'emparer de bijoux estimés à 2 millions de dinars et une somme de 200.000 DA en argent liquide. Une bonne partie de ce butin a été récupérée par la police.

Après leur arrestation, les trois malfaiteurs sont passés aux aveux pour dénoncer leurs acolytes dont une jeune fille qui ont participé avec eux dans le vol, il y a quelque temps, d'un autre appartement de la même cité.

Ce second acte répréhensible, accompli avec les mêmes méthodes (introduction par effraction, menaces à l'aide d'armes blanches, suivies de violences), leur avait permis de s'accaparer de bijoux d'une valeur de 800 000 DA ainsi que de 80 000 dinars en espèces. Présentés au procureur de la

République près le tribunal d'Annaba, les cinq malfaiteurs masculins ont été placés sous mandat de dépôt alors que la jeune fille a été mise sous contrôle judiciaire.

Ce coup de filet dans les milieux du crime à Annaba intervient moins de quinze jours après l'arrestation par les éléments de la Sûreté d'Annaba de la bande spécialisée dans le vol de véhicules et leur récupération, démontés en pièces, dans un dépôt de la commune de Djeddar, wilaya de Batna.

L'autre affaire élucidée au début du mois de décembre courant par les mêmes services concerne l'arrestation d'une bande versée dans le trafic de stupéfiants.

Plus d'un quintal de ce poison a été saisi après sa découverte non loin du stade du 19-Mai 1956 d'Annaba dans cette affaire.

A. Bouacha

## NAÂMA

# Arrestation de deux truands

Un jeune homme a été arrêté par la police judiciaire de Naâma pour agression et vol d'une fonctionnaire alors qu'elle se rendait à son travail. Profitant de l'arrêt de la circulation à proximité du pont du centre-ville, le malfaît qui guettait l'arrivée de sa proie s'est jeté sur elle tel un fauve. Après l'avoir agressée, il la dépouilla de son sac à main avant de s'évaporer dans la nature.

Une fois que la victime a donné le signalement de son agresseur, la police n'a pas tardé à l'identifier et mettre la main sur lui en le présentant à la justice. Il s'agit de B. K. A. âgé de 23 ans, natif de Tlemcen, qui a écopé de deux ans de prison ferme pour agression et vol avec préméditation.

Par ailleurs, Z. A., âgé de 27 ans, originaire de Batna, a été appréhendé par la police judiciaire d'Aïn-Sefra en possession d'une importante quantité de psychotropes de marque Parkidyl, sans doute destinée à la revente. Présenté au parquet, le mis en cause a été écroué.

B. Henine

## RELIZANE

# Le corps d'un homme repêché dans un puits à douar Khenanssa

S'agit-il d'une banale chute accidentelle ou d'une tentative de suicide ? La réponse reste à déterminer par les enquêteurs en charge de l'affaire. En effet, dans la matinée d'hier, B.M., âgé de quarante-quatre ans, a fait une chute mortelle dans un puits d'une profondeur de 32 m, au lieudit douar Khenanssa, non loin de la localité d'Aïn Merane, relevant de la wilaya de Chlef. La nouvelle s'est répandue telle une traînée de poudre dans les localités limitrophes. Aussitôt avisés, les agents de la Protection civile de Mazouna se sont rendus sur les lieux pour repêcher le corps inerte de la victime dudit puits.

La dépouille mortelle a été déposée à la morgue de l'établissement public de proximité de Mazouna pour autopsie.

Par ailleurs, une enquête a été aussitôt ouverte par les services concernés pour élucider les circonstances de cette mort qui a endeuillé toute une famille.

A. Rahmane